

Le 17 février, Mgr Romero, archevêque de San Salvador, écrivait au président des Etats-Unis pour lui demander de cesser l'aide militaire qui favorise la répression des milieux populaires. Ci-dessous, le texte de cette lettre dont la lecture publique, dans la cathédrale de San Salvador, avait valu les applaudissements prolongés des milliers de personnes présentes. (Texte: Dial D 607)

Monsieur le Président,

Ces derniers jours a paru dans la presse nationale une information qui m'a sérieusement préoccupé. D'après celle-ci, votre gouvernement étudie la possibilité de soutenir économiquement et d'aider militairement la junte gouvernementale actuelle.

Parce que vous êtes chrétien et parce que vous avez dit que vous vouliez défendre les droits de l'homme, je me permets de venir vous exposer mon point de vue pastoral sur cette information et de vous faire une demande précise.

Je suis très préoccupé par cette information selon laquelle le gouvernement des Etats-Unis étudie la façon d'aider la course aux armements pour El Salvador, en envoyant des équipes de militaires et de conseillers "pour l'entraînement de trois bataillons salvadoriens en logistique, en transmissions et en renseignement". Si cette information est vraie, votre gouvernement, loin de contribuer à l'établissement d'une justice plus grande et de la paix, favorisera au contraire l'injustice et la répression contre le peuple organisé, lequel a très souvent lutté pour que soient respectés ses droits les plus élémentaires.

La junte gouvernementale actuelle et, surtout, les forces armées et les corps de sécurité n'ont malheureusement pas fait la preuve de leur capacité à résoudre, pratiquement et structurellement, les graves problèmes nationaux. Ils n'ont fait en général que recourir à la violence répressive, ce qui s'est soldé par un nombre de morts et de blessés beaucoup plus important que sous les régimes militaires antérieurs dont la violation systématique des droits de l'homme a été dénoncée par la Commission interaméricaine des droits de l'homme de l'OEA.

La manière brutale avec laquelle les forces de sécurité ont récemment expulsé les occupants du siège de la démocratie chrétienne, en assassinant certains d'entre eux, et cela malgré que la junte gouvernementale et le parti n'aient - semble-t-il pas autorisé l'opération, cette manière brutale montre à l'évidence que la junte et la démocratie chrétienne ne gouvernent pas le pays; le pouvoir politique



Cette caricature est tirée du journal gouvernemental El Mundo, du 8 septembre. A droite, le « Christ de Medellín » (c'est à Medellín qu'eut lieu, en 1968, avec la participation de Paul VI, l'Assemblée générale des évêques latino-américains), sous les traits d'un guerillero qui surplombe les deux « mauvais » évêques : Mgr Romero, archevêque de San Salvador et Mgr Rivera Damas, évêque de Santiago de María. A gauche, le « Christ éternel », avec les quatre « bons » évêques. Comme légende : « L'attitude de la Conférence épiscopale est un retour au bon chemin... ».

est aux mains de militaires sans scrupules, qui ne savent faire qu'une seule chose: réprimer le peuple et favoriser les intérêts de l'oligarchie salvadorienne.

S'il est vrai qu'en novembre dernier "un groupe de six américains était en El Salvador (...) pour livrer deux cent mille dollars en masques à gaz et gilets pare-balles et pour montrer leur utilisation dans les manifestations", alors vous devez savoir que depuis cette date, à l'évidence, les forces de sécurité ainsi protégées et avec une efficacité accrue ont réprimé encore plus violemment le peuple par l'utilisation d'armes mortelles.

Aussi, en tant que salvadorien et qu'archevêque du diocèse de San Salvador, ai-je l'obligation de veiller à ce que règnent la foi et la justice dans mon pays. C'est pourquoi, si vous voulez vraiment défendre les droits de l'homme, je vous le demande:

- Interdisez cette aide militaire au gouvernement salvadorien!
- Garantisiez-nous que votre gouvernement n'interviendra ni directement ni indirectement, par des pressions d'ordre militaire, économique, diplomatique, etc., pour influencer sur les destinées du peuple salvadorien!

Notre pays traverse en ce moment une grave crise économique et politique. Il est néanmoins indubitablement

**Statistiques de la violence politique en 1978 et 1979 (1)**

PERSONNES	Arrêtées		Assassinées		Disparues	
	1978	1979	1978	1979	1978	1979
Paysans .....	581	198	83	219	48	54
Ouvriers .....	308	101	12	100	35	17
Enseignants .....	7	21	4	33	3	2
Etudiants .....	150	86	2	76	25	18
Prêtres .....	4	4	1	3		
Professions libérales.....	4	3		11	1	2
Non Identifiés.....	9	55	45	307		
<b>TOTAL.....</b>	<b>1 063</b>	<b>468</b>	<b>147</b>	<b>749</b>	<b>112</b>	<b>93</b>



(1) Ces chiffres vérifiés sont extraits du bulletin n° 10 de l'archevêché de San Salvador. Ils correspondent à des enquêtes faites sur l'ordre de l'archevêque.

in: La Croix, 6/2/1980

le que le peuple est de plus en plus conscientisé et de mieux en mieux organisé. Il devient ainsi plus responsable et plus apte à gérer l'avenir d'El Salvador; il est seul capable de régler sa crise.

Il serait injuste et regrettable que, par l'ingérence de puissances étrangères, le peuple salvadorien soit frustré, réprimé et mis dans l'impossibilité de décider de façon autonome de la trajectoire économique et politique à suivre par notre patrie. Ce serait violer un droit que les évêques latino-américains réunis à Puebla ont reconnu publiquement: "La légitime autodétermination des peuples latino-américains leur permettant de s'organiser en fonction de leurs caractéristiques propres et de leur histoire, et de collaborer à l'instauration d'un nouvel ordre international" (Puebla, 505).

J'espère que vos sentiments religieux et votre sensibilité à la défense des droits de l'homme vous permettront d'accepter ma demande, de sorte qu'il n'y ait pas davantage de sang versé dans ce douloureux pays.

Avec mes salutations.

Oscar A. Romero  
archevêque

*Malgré cette lettre les Etats-Unis n'ont pas renoncé à leur aide militaire, déclarant que El Salvador était toujours menacé par des actions subversives dirigées par Cuba. Même la Junte militaire a démenti ces allégations. (Pour d'autres informations: "forum" Nr 30/31.3.1979 et les brochures afférentes d'Amnesty International.)*